



## Europe & Entreprises

### **Appel d'Europe et Entreprises pour le sommet européen de Rome en mars 2017**

Au moment où les dirigeants européens s'interrogent sur notre avenir en vue du sommet de Rome qui marquera en mars le soixantième anniversaire du traité, les entrepreneurs européens attendent une relance à la mesure de l'urgence à redéfinir un cap, ranimer la confiance, réinventer notre compétitivité, rénover nos technologies, recréer des emplois et retrouver une souveraineté européenne face au défi croissant des mutations mondiales.

Le référendum de sécession des Britanniques, en dépit des compromis au rabais conclus il y a un an avec David Cameron, nous paraît sanctionner moins des excès de pouvoir de l'Union européenne que ses faiblesses et ses incohérences face aux défis de la mondialisation. Au stade actuel de la crise, l'immobilisme voire les renoncements qui ont trop marqué la situation européenne depuis une dizaine d'années ne sauraient perdurer.

Le point faible de l'Europe, après comme avant ce référendum, est de n'avoir pas su offrir à ses entreprises et ses citoyens une stratégie mobilisatrice : celle qu'on intitula « Europe 2020 » n'aura ainsi tiré aucune leçon de l'échec de la précédente de Lisbonne 2000-2010, s'illusionnant sur les capacités d'une émulation mutuelle à pallier l'absence de fil conducteur fédérateur et satisfaire aux exigences sous-estimées d'une union économique et monétaire.

La priorité stratégique qui s'impose aujourd'hui est d'achever cette union économique et monétaire, à l'instar de l'objectif qui fut fixé il y a trente ans, avec l'appui des entrepreneurs et un vrai succès, pour achever le marché unique. Car si l'euro tient bon et nous protège face aux épreuves, sa durabilité impose des chantiers devenus pressants : parfaire l'union bancaire à mi-parcours, développer une union financière dotée d'un trésor européen, amorcer un serpent fiscal encadrant les mouvements de capitaux, assurer un socle social équitable de chances et de droits. La Commission européenne devra pour sa part renforcer résolument son contrôle de la concurrence à l'appui d'un tel encadrement fiscal et social.

.../...

.../...

Réussir pareils chantiers impliquera une gouvernance économique unifiée à l'échelle du rôle fédéral de la Banque centrale européenne, avec des capacités budgétaires communes et un contrôle parlementaire adéquat. Cette UEM plus démocratique et plus participative devra aussi optimiser les libertés des entrepreneurs et autres acteurs de la société civile qui attendent encore des statuts européens opérationnels pour leurs entreprises et associations.

L'aggravation des inconnues et des tensions internationales dicte d'elle-même une autre priorité européenne d'égale urgence : une politique extérieure et de sécurité commune méritant enfin ce nom pour assurer, parallèlement à l'achèvement de l'union économique et monétaire, une reconquête collective, tant politique et sécuritaire qu'économique et financière, de nos souverainetés d'Européens face à la mondialisation.

Un tel objectif supposera, là aussi, un programme très ambitieux et tout aussi pressant, avec d'une part une rationalisation des réseaux diplomatiques et consulaires au service de nos intérêts communs, et d'autre part une politique de défense et de sécurité unifiée, dotée de moyens communs d'intervention, y compris extérieure, de programmes technologiques intégrés, de marchés publics mutuellement ouverts, d'une agence européenne de renseignement, de dispositifs européens unifiés de douanes et gardes-frontières, de protection civile et de lutte contre le terrorisme, la criminalité, la corruption et les fraudes.

Des priorités aussi exigeantes impliqueront des ruptures d'anciens comportements à la hauteur des nouveaux enjeux. On peut donc douter qu'elles puissent être engagées du même pas par tous les Etats membres, même du cercle plus restreint de l'UEM. C'est pourquoi elles ne pourront sans doute pas l'être sans un premier pas décisif d'une avant-garde, à l'instar de celui inauguré il y a soixante ans par les fondateurs du traité de Rome.

Rien ne paraîtra ainsi possible sans que ces pays fondateurs, au premier rang desquels la France et l'Allemagne, s'unissent à nouveau pour prendre un engagement ferme et opérationnel, en conviant les autres à s'y joindre : achever l'union économique et monétaire tout en assurant une politique extérieure et de sécurité unifiée, ce qui impliquera, en fonction des situations de chacun, d'accélérer des réformes structurelles conditionnant de nouveaux progrès de l'union économique et monétaire, comme de consentir à de nouveaux engagements budgétaires conditionnant une politique autonome de défense européenne.

Une telle relance, visant à reconquérir ensemble une souveraineté européenne au service de nos intérêts communs, impliquera un effort conjoint et inédit d'explication des nouvelles réalités mondiales et des nouvelles exigences européennes auprès de tous les citoyens.

*Janvier 2017*